

PAM

Afrique de l'Ouest

Newsletter



FEVRIER 2014

RCA : L'INSECURITE FREINE L'ACTION HUMANITAIRE

Des centaines de milliers de personnes ont dû fuir leur maison, leur village pour échapper à la violence. Le PAM est confronté à deux défis majeurs : l'insécurité qui ralentit les livraisons et les distributions de vivres et le manque de ressources financières.



« L'arrivée de ce convoi, pour nous, c'est comme redonner de l'oxygène au corps humain ». Carlos Veloso, le coordinateur adjoint de l'urgence en République centrafricaine pour le PAM ne cachait pas son soulagement le 27 janvier lors de l'arrivée à Bangui de 10 camions transportant 250 tonnes d'aide alimentaire du PAM.

Depuis trois semaines plusieurs dizaines de camions chargés de vivres du PAM étaient bloqués à la frontière entre la RCA et le Cameroun. Trop dangereux pour les chauffeurs de se lancer sur une route de 600 km bordée de villages pillés et abandonnés, et jalonnée de barrages tenus par des miliciens.

Une bonne coopération avec la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA), les autorités camerounaises et centrafricaines, a permis à quelques camions d'arriver au moment où les approvisionnements du PAM arrivaient à épuisement.

« Nous ne pouvons pas nous permettre d'interrompre le flux de nourriture tant les personnes déplacées, déracinées par le conflit et qui dépendent aujourd'hui de nous », Denise Brown, Coordinatrice de l'urgence en RCA pour le PAM.

De nouvelles escortes seront probablement nécessaires. Les vivres arrivées le 27 à Bangui ne permettront de tenir que quelques jours. Le PAM pourrait avoir recours à un pont aérien. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'interrompre le flux de nourriture tant les personnes déplacées, déracinées par le conflit et qui dépendent aujourd'hui de nous », affirme Denise Brown, directrice régionale du PAM. « Cette opération, qui sera décidée en dernier ressort, augmenterait considérablement les coûts de notre intervention d'urgence dans le pays. »

Pendant ce temps, au grand camp de déplacés de l'aéroport de Bangui, où s'amassent quelques 100 000 personnes dans des conditions d'hygiène déplorables,

le PAM poursuit ses distributions quotidiennes.

Lors de sa visite en janvier, Nancy Lindborg, administratrice de l'USAID, y a rencontré plusieurs femmes récupérant leurs rations alimentaires pour 15 jours. Elle s'est notamment arrêtée pour parler avec Mireille, une étudiante en masters devenue une déplacée dans sa propre ville. « J'espère vraiment que vous pourrez terminer vos études. Ce sera important pour l'avenir du pays ». C'est une perspective encore lointaine vue l'insécurité persistante à Bangui. Mais, à terme, le diplôme de Mireille, pourrait être à son tour une bouffée d'oxygène pour un pays aujourd'hui à genoux.

Alexis Masciarelli (texte et photos)

EN CHIFFRES

En Centrafrique, 2,6 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire.

Distributions

Décembre 2013 : **237.403** personnes (Bangui, Bouar et Bossangoa)

Au 27 janvier 2014 : **193.519** personnes

Le PAM a dû interrompre les distributions de vivres à Bouar pour cause d'insécurité.

Financements

Le PAM a besoin de **107 millions de dollars** pour apporter une assistance à **1,25 millions de personnes** en Centrafrique. A ce jour, ce programme d'urgence n'est financé qu'à hauteur de **13%**.

NIGER : Reverdir le Sahel avec l'aide du PAM

ZIMBA - Les terres asséchées et stériles de Zimba, un village situé à 50 km de Niamey, recommencent à verdier. Une renaissance possible grâce au travail de paysans motivés et au soutien du PAM, de la FAO, et de la France, partenaires dans ce projet.

A Zimba les vieux se souviennent de l'époque où le village était si boisé que les habitants vendaient du bois à Niamey et que l'on pouvait se nourrir des petits animaux de brousse. Trente ans plus tard, les sécheresses répétées ont eu raison de la verdure laissant une terre dégradée qui ne produit quasiment plus rien. Sur les 5 dernières années le déficit céréalier a été de plus de 50% plongeant les habitants dans l'insécurité

Solution communautaire

Après consultation, la communauté villageoise a fait de la récupération des terres dégradées une priorité. « Nous voulions que le PAM nous aide à récupérer les terres pour améliorer nos cultures », explique le chef du village Hamid Al Barka.

Grâce au programme « argent contre travail », lancé au Niger en 2011, les paysans se sont regroupés pour améliorer l'irrigation des terres.

De simples techniques comme la construction de demi-lunes et des

banquettes, faites pour retenir l'eau, augmentent la productivité. La FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture soutient le programme en distribuant des semences améliorées et du fumier organique.

« Je n'avais plus de terres à cultiver, alors chaque année, je partais au Nigeria pour trouver du travail. Avec le projet du PAM et de la FAO, je suis resté au village. J'ai fait des demi-lunes et la FAO m'a donné des semences. J'ai planté mon mil, et ça pousse très bien », explique Djibo Hamidou, 38 ans.

« Ces travaux ont freiné le départ des jeunes qui sont restés dans le village pour accomplir le travail », explique Hamid Al Barka.

« Nous prenons notre destin en mains »

Plus de 250 hectares de terres ont ainsi été réhabilités, les paysans ont récolté et vendu du foin. « Nous pouvons financer les soins des malades qui ne peuvent pas payer. Nous faisons du maraîchage. Nous



WFP/Rein Skullerud

avons embauché un gardien pour surveiller les champs contre des animaux. Nous faisons aussi l'élevage de petits ruminants pour la communauté et nous payons le maître d'école », raconte le chef du village.

Augmenter la productivité du sol et les revenus rendent les communautés auto-suffisantes et développent leur capacité de résistance aux chocs. « Aujourd'hui nous sommes prêts à prendre notre destin en mains », conclut le chef du village.

A Zimba et dans les villages environnants plus de 2.000 personnes, dont 28% de femmes ont bénéficié de ce programme de 565.000 dollars financé par la France et les Etats-Unis.

Vigno Hounkanli

Le Tchad expérimente l'assistance sous forme de bons d'achat alimentaires

NJDAMENA— Au Tchad, l'insécurité alimentaire est due essentiellement à la pauvreté et non pas au manque de produits alimentaires sur les marchés. C'est la raison pour laquelle le PAM, avec ses partenaires ACTED et Oxfam, ont entamé fin 2013 un programme pilote de coupons alimentaires, entièrement financé par le bureau d'aide humanitaire de la Communauté européenne (ECHO).

Quelque 22.000 personnes en état d'insécurité alimentaire dans deux régions sahéliennes du Tchad, (Guera and Batha), trop pauvres pour acheter de quoi se nourrir, ont bénéficié de ce programme.

Chaque ménage reçoit tous les mois une carte à gratter, type recharge de téléphone, avec un code, d'une valeur d'environ 30 euros. Les bénéficiaires se rendent ensuite

chez l'un des commerçants prenant part au programme, et échanger cette carte contre de la nourriture.

Le choix des commerçants et des denrées a été fait en concertation avec les populations.

Dynamiser l'économie

Grâce au partenariat du PAM avec la société de téléphonie mobile Tigo, le commerçant envoie par sms le numéro de la carte et le code remis par le client et son compte est automatiquement crédité.

Khayar Chiguefe, veuve et mère de huit enfants, se dit « très satisfaite ». « Nous pouvons acheter des produits locaux que nous avons l'habitude de consommer », explique-t-elle. Khayar est l'un des 4.000

chefs de familles qui ont reçu ce type de coupons alimentaires.

Les familles préfèrent ce mode d'assistance aux traditionnelles distributions de vivres car il permet à chacun de choisir la composition de ses repas en fonction de ses habitudes. Ce projet

permet aussi d'injecter de l'argent dans l'économie locale et profite aux commerçants comme aux producteurs locaux.

Après ce projet pilote, le PAM compte étendre en 2014 l'assistance sous forme de coupons à d'autres régions du pays. ECHO a déjà financé plusieurs programmes de ce type mis en œuvre par le PAM dans d'autres pays.

Loyse Tabin (Texte et photo)

Priorité résilience pour le Sahel

Le 3 février, le « Plan stratégique de réponse humanitaire » au Sahel pour 2014-2016 a été officiellement lancé à Rome. Elaboré par la communauté humanitaire opérant dans la région, il a pour principal objectif l'amélioration de la résilience.



consommant les semences, en vendant leur outils de production et leur bétail, en déscolarisant les enfants et en particulier les filles.

Le PAM s'est donc engagé cette année, tout en continuant à apporter une aide d'urgence aux populations dans le besoin, à faire de la résilience sa priorité à travers la constitution de « filets de sécurité », le renforcement de leur capacité à l'autosuffisance et l'amélioration de leur accès à une nourriture en qualité et quantité suffisante. Cette stratégie est mise en œuvre avec le soutien des gouvernements et des autres partenaires (ONG nationales et internationales, agences des Nations Unies.

Pour lutter contre la malnutrition, le PAM poursuit son assistance aux enfants, femmes enceintes ou

allaitantes et s'engagera plus encore dans la prévention, notamment durant les 1000 premiers jours de la vie. En effet, la malnutrition, en particulier chez les très jeunes enfants, compromet le bon développement physique et intellectuel. Cette maladie a ainsi un impact sur la capacité de l'adulte à participer à l'économie et a une incidence à long terme sur le développement économique des pays.

Le Plan stratégique pour le Sahel comporte également l'amélioration de la santé et la lutte contre les pandémies, l'accès à l'eau potable, à l'éducation, l'assistance aux déplacés (495.000 personnes) et aux réfugiés (730.000 personnes), et les catastrophes naturelles comme les sécheresses, les invasions de locustes, ou les inondations.

Pour mettre en œuvre, ce plan la communauté humanitaire, 117 organisations, a besoin de 2 milliards de dollars, dont 866 millions pour la sécurité alimentaire.

Fabienne Pompey
Photos Rein Skullerud

Chaque jour au Sahel, 1.500 enfants meurent de malnutrition ou des maladies qui l'accompagnent. Plus d'un demi-million par an. Dans cette zone semi-désertique qui s'étend du Sénégal au Tchad, 20 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. Dans trois pays (Sénégal, Nord Nigeria, et Nord Cameroun) la situation s'est détériorée et dans les autres elle reste préoccupante. Au Tchad, au Mali, au Niger et en Mauritanie, la période de soudure s'annonce cette année particulièrement difficile.

A chaque sécheresse, chaque inondation, chaque déplacement, chaque flambée de violence, le choc est plus violent et le retour à la « normale », plus difficile. Déjà confrontés à une insécurité alimentaire chronique, les Sahéliens ont de plus de plus de mal à faire face aux crises récurrentes qui frappent leur pays. Pour enrayer cette détérioration des conditions de vie des populations sahéniennes, il faut répondre plus rapidement aux crises humanitaires et surtout de donner aux familles et aux communautés les moyens d'être mieux préparées et de mieux résister aux chocs de toutes natures, notamment en assurant des « filets de sécurité ».

C'est la raison pour laquelle le « Plan stratégique de réponse » à la crise humanitaire au Sahel, officiellement rendu public à Rome le 3 février, mise pour la première fois sur une planification des interventions sur trois ans (2014-2016), permettant d'anticiper les crises, et met l'accent sur l'amélioration de la résilience.

Une étude menée au Niger a montré qu'il faut près de trois ans pour qu'une famille se remette d'une crise alimentaire, et retrouve l'état pré-crise, qui parfois d'ailleurs n'était pas non plus totalement satisfaisant.

La diminution de la capacité de résilience des populations les conduit à recourir à des moyens de survie qui vont les plonger plus encore dans l'insécurité, notamment en s'endettant, en



Les paysans maliens s'inquiètent de sécheresses récurrentes

Des greniers presque vides, des retenues d'eau desséchées, des épis de mil brûlés sur pieds, des bêtes qui partent de plus en plus loin pour trouver l'eau : les habitants de Bandiagara et ses environs, dans la région centrale de Mopti, s'inquiètent. La production de céréales sera en baisse d'environ 10% par rapport aux cinq dernières années.



Beaucoup de jeunes, comme Ato Kareme, âgé de 32 ans, pensent déjà à partir vers les grandes villes de Ségou ou de Bamako pour trouver des petits boulots et assurer la survie de la famille. Depuis quelques années, cette région du Mali, qui fut naguère une destination touristique très prisée, souffre non seulement de la désaffection des touristes, mais aussi de sécheresses récurrentes.

Cette année encore, comme en 2011-2012, les perspectives agricoles sont sombres pour le Mali. Les récentes enquêtes ont montré des prévisions de production en baisse d'environ 10% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, et une baisse de 6% par rapport à 2011-2012, quand la sécheresse avait touché tout le Sahel.

Cette baisse de la production est imputable aux poches de sécheresse, aux attaques des déprédateurs et aussi

aux effets de la crise dans le nord.

Brûlé par le soleil avant maturité, les épis de mil sont fauchés pour servir de nourriture aux animaux ou transformés en compost. Les greniers, eux, sont de plus en plus vides.

800.000 Maliens en crise alimentaire

Le vieux Kassoum Karambe, chef du village de Ouro Biné, a la mémoire des terribles années de sécheresse en 1984 et 1985. Il craint que l'histoire ne se répète.

Il a déjà prévu de vendre son bœuf de labour et ses moutons pour survivre. Cette stratégie risque de le pénaliser car une fois la crise passée, il aura du mal à assurer de bon rendement à ses champs sans son bœuf de labour.

A peine remises de la crise alimentaire de 2011-2012, les communautés rurales n'ont pas les moyens de résister à un nouveau choc.

Actuellement, on estime que plus de 800 000 Maliens font face à une crise alimentaire, quand 2,4 millions d'entre eux sont en situation d'insécurité alimentaire modérée.

La situation dans le Nord du pays n'est guère meilleure avec trois ménages sur quatre en insécurité alimentaire pendant la période de soudure, entre juin et octobre, et dépendent largement de l'assistance alimentaire.

Urgence à intervenir

Dans les régions affectées par le conflit, les familles dépendent 85 à 90% de leur revenu à l'achat de nourriture, ce qui laisse très peu d'argent pour la santé, l'éducation et les autres besoins de première nécessité.

"Il y a urgence à intervenir car les stocks des paysans seront épuisés à la fin du mois de janvier" affirme Sally Haydock, Représentante du PAM au Mali avant d'ajouter "il faut en même temps renforcer la résilience des populations pour faire face aux sécheresses de plus en plus récurrentes".

Le PAM prévoit d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle à environ 1,3 millions de personnes. Pour ses opérations au Mali en 2014, le PAM a besoin de 215 millions de dollars.

Daouda Guirou (texte et Photos)

Le bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest apporte un soutien à 19 bureaux pays dans plusieurs domaines, dont l'élaboration des stratégies, la formation, la logistique, la mobilisation des ressources, les ressources humaines et les technologies de l'information et de la communication. Le bureau régional assure également la coordination avec les autres agences des Nations Unies, les partenaires humanitaires et les donateurs.

Sécurité alimentaire en bref

- Un ménage sur trois en **Guinée** est en insécurité alimentaire (Evaluation complète de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité, déc 2013).
- La baisse du cours des noix de cajou pourrait avoir un impact sur la sécurité alimentaire en **Guinée-Bissau**, où 7% des foyers sont en insécurité alimentaire.
- En **Côte d'Ivoire**, le PAM fournit chaque jour des repas chauds à près de 420.000 enfants dans le cadre des cantines scolaires.
- Grâce au soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Éducation primaire et secondaire de **Gambie**, le programme de cantines scolaires que les régions de West Coast et Lower River a bénéficié d'un financement de 3 millions de dollars de la part de la Banque africaine de développement (BAD).
- A Mopti au **Mali**, une délégation de près de 300 personnes, essentiellement des femmes; s'est rendu le 4 février au bureau du PAM pour exprimer leur reconnaissance et demander à ce que l'assistance se poursuive, en particulier pour leurs enfants.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Fabienne Pompey, Chargée de communication et porte-parole

Fabienne.pompey@wfp.org
+221 77 637 59 64

Eliza Warren-Shriner, assistante
Eliza.warrenshriner@wfp.org

Tel: +221 33 849 6500

Visitez notre [site](#) ou suivez-nous sur:



Programme Alimentaire Mondial



@wfp_wafrica